

L'EUROPE EST NOTRE ENTREPRISE COMMUNE

Les priorités du Groupe des
Employeurs du CESE



Comité économique
et social européen

**Groupe des
employeurs**

'L'EUROPE EST NOTRE ENTREPRISE COMMUNE'

Face à un monde de plus en plus imprévisible et déchiré par les conflits, la meilleure réponse de l'Europe ne doit pas être de se replier, mais de traduire ses stratégies en actes.

Bien plus que de simples objectifs théoriques, la **compétitivité et la résilience** sont ses leviers les plus puissants pour **bâtir la prospérité et la sécurité**, soutenir notre mode de vie et rayonner avec force et influence à l'échelle mondiale.

Si nous voulons combler le déficit de compétitivité de l'Europe, le temps est venu de transformer nos ambitions en actes. Car ce ne sont pas les stratégies qui font défaut, mais bien leur mise en œuvre.

Dans un monde en mutation rapide, la volatilité est devenue la norme. L'Europe doit être pleinement préparée à faire face à l'entrelacs complexe des risques extérieurs. Mais plutôt que de simplement s'adapter ou réagir au changement, elle doit être en mesure de le façonner.

Présentes sur des marchés mondiaux où règne une concurrence féroce et où se produisent des transformations rapides, nos entreprises se tiennent prêtes. Elles ont maintenant besoin d'un environnement européen favorable aux affaires, d'un cadre à la hauteur de leurs ambitions qui récompense l'innovation, offre une plus grande prévisibilité et leur donne ainsi les moyens d'investir et de se développer. Ce cadre doit aussi leur permettre de rivaliser avec succès avec leurs concurrents étrangers et de bâtir des partenariats de confiance.

L'Union européenne dispose heureusement de très nombreux atouts sur lesquels s'appuyer. Elle regorge d'entreprises d'envergure mondiale et d'entrepreneurs

dynamiques qui innovent, créent des emplois et investissent dans l'avenir. L'Europe est notamment à la pointe de l'innovation dans le secteur des technologies propres et abrite une main-d'œuvre hautement qualifiée, tandis que son marché unique recèle un potentiel inégalé. Nos valeurs et nos institutions sont les garantes de la sécurité juridique, de l'ouverture, de la confiance et de la coopération, et l'engagement de notre société civile organisée renforce la démocratie et la cohésion.

Il n'empêche que bien trop souvent, l'Union reste en retrait.

Ses fragilités apparaissent de manière évidente: complexité réglementaire, obstacles au marché unique, prix élevés de l'énergie, difficultés d'accès aux financements et lacunes persistantes dans les infrastructures et les compétences requises à l'ère de l'intelligence artificielle. L'Union reste en outre trop dépendante des importations d'énergie et de matières premières, ainsi que des technologies et des capacités de défense étrangères.

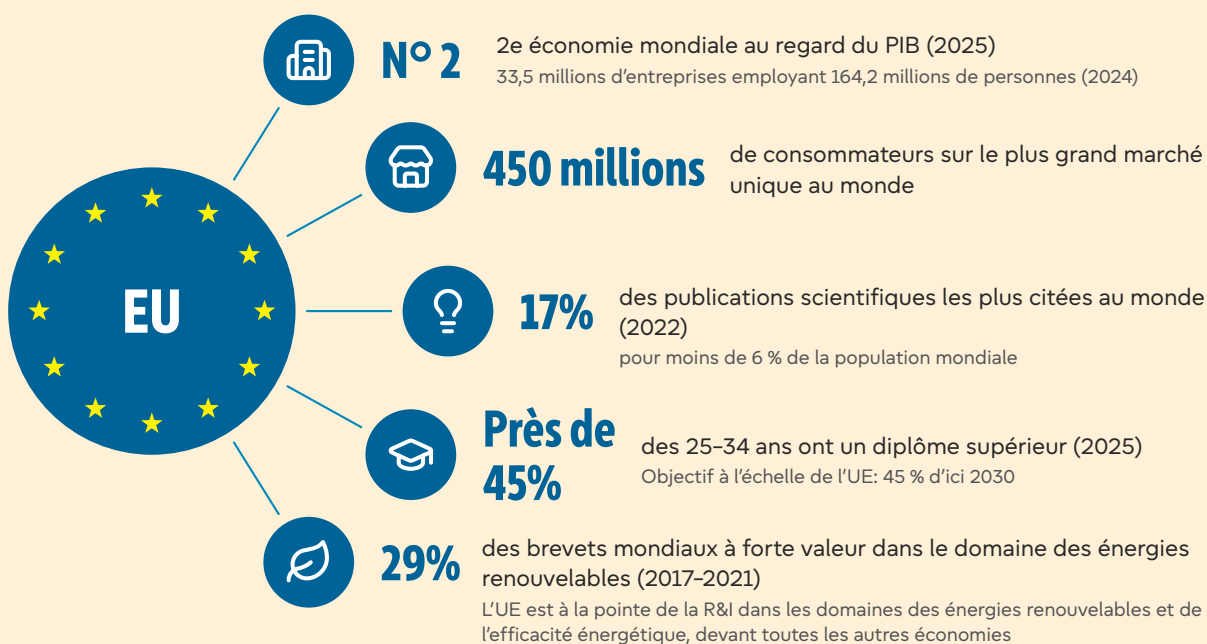
L'Union européenne doit impérativement surmonter ces faiblesses. Loin d'être facultatives, la compétitivité, la résilience et la sécurité sont les conditions mêmes de notre souveraineté.

Le constat est simple: l'Europe détient les atouts nécessaires et a su définir les stratégies requises. Il ne lui reste plus désormais qu'à les concrétiser.

L'Europe est notre entreprise commune. Nous ne pouvons la laisser entre d'autres mains.

L'UE DANS LE MONDE

L'Europe ne manque pas d'atouts



Sources: Banque mondiale (PIB); Eurostat (entreprises, population, enseignement et consommateurs) 2026; Eurostat (enseignement); Rapport 2026 de la Commission européenne sur les performances de l'UE dans les domaines des sciences, de la recherche et de l'innovation (publications, brevets).

CAP STRATÉGIQUE

UNE UNION FAVORABLE AUX ENTREPRISES, AU SERVICE DE LA PROSPÉRITÉ ET DE LA SÉCURITÉ

La force de l'Europe se bâtit nécessairement avec des entreprises et des entrepreneurs solides et prospères, qui créent de la croissance, soutiennent notre modèle social et sous-tendent notre sécurité.

Les entreprises se mettent au service des citoyens, et ce sont ces derniers qui les font prospérer: les entrepreneurs et chefs d'entreprise assument les risques, leur personnel dévoué concrétise les projets, et les clients, par leurs choix, orientent l'activité.

Dans un monde caractérisé par une concurrence féroce et des incertitudes pesantes, l'Union doit faire preuve de détermination et d'un réel sentiment d'urgence en vue d'accroître sa compétitivité en tant qu'environnement favorable aux entreprises, de renforcer sa résilience et d'asseoir sa sécurité économique, notamment en développant sa capacité industrielle de défense.

La compétitivité doit s'appuyer sur les talents et l'innovation, et sur des conditions d'activité favorables face à la concurrence étrangère. Quant à la résilience, elle repose sur la diversité économique, reflet de la variété de notre tissu d'entreprises. Des PME aux grandes entreprises, de l'agriculture à l'industrie et aux services, ou encore des écosystèmes locaux aux chaînes de valeur mondiales: chaque composante de l'économie européenne a son importance.

Les politiques publiques se doivent de toutes les soutenir. L'Europe a besoin d'une politique entrepreneuriale cohérente qui facilite la création, la croissance, la transmission et le redémarrage des entreprises. Elle a besoin d'une politique qui favorise les écosystèmes ainsi que les retombées positives entre entreprises.

Toute réglementation doit être dûment justifiée, cohérente et propice à l'innovation. Elle ne doit ni chercher à

régenter le quotidien des entreprises ni leur imposer une charge excessive. La gestion des finances publiques doit répondre à une logique stratégique en contribuant à catalyser l'investissement privé, renforcer la sécurité et les infrastructures et soutenir la croissance à long terme. La fiscalité doit pour sa part valoriser le travail, l'investissement et l'esprit d'entreprise.

L'Europe doit également investir davantage dans l'excellence de demain, c'est-à-dire dans les technologies de pointe, les compétences et la transformation des entreprises. L'intelligence artificielle, les technologies propres et les infrastructures numériques doivent devenir les moteurs qui la propulsent à l'avant-garde, au risque sinon de la voir rater le coche.

L'achèvement du marché intérieur forme une pierre angulaire stratégique pour la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux, des personnes et des données. L'Union doit faire de la suppression du nombre considérable d'obstacles au marché unique son chantier prioritaire en matière de mise en œuvre efficace.

Pour pouvoir s'étendre par-delà les frontières, les entreprises ont besoin d'infrastructures à l'échelle de l'Union qui favorisent un accès fiable à une énergie propre et abordable, une économie des matériaux efficace et durable ainsi que des chaînes logistiques et d'approvisionnement performantes.

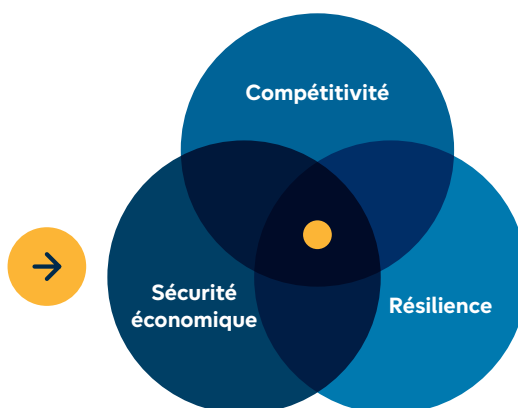
Enfin et surtout, l'Union doit rester ouverte sur le monde et nouer des partenariats fiables et bénéfiques par-delà ses frontières, en développant les échanges commerciaux et en promouvant une concurrence loyale à l'échelle mondiale. Pour affirmer sa puissance au niveau mondial, l'Union doit se montrer efficace dans ses prises de décision et faire valoir sa force collective.

ATTENTES

Quelles sont les attentes des employeurs?

-  Réduction de la charge réglementaire et accélération des procédures d'autorisation
-  Avancées réelles et tangibles sur le marché unique
-  Déploiement plus rapide de l'IA et d'autres technologies clés, et mise en correspondance des compétences avec les besoins du marché du travail
-  Baisse des coûts de l'énergie et accès plus aisé aux matières premières
-  Approfondissement des marchés des capitaux
-  Nouveaux accords commerciaux, mise en œuvre plus rapide et accès amélioré à des chaînes d'approvisionnement diversifiées

Trois aspects essentiels



ACTIONS STRATÉGIQUES

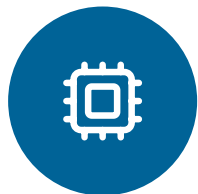
Compte tenu des nombreux liens qui les unissent, la compétitivité, la résilience et la sécurité ne peuvent être promues séparément. Les cinq domaines prioritaires présentés ci-après posent un socle commun à chacun de ces objectifs et définissent les contours des différentes mesures stratégiques qui s'imposent de toute urgence.



1^{RE} PRIORITÉ · PAGE 5

Simplification et marché unique

À marché unique, réglementation simple



2^E PRIORITÉ · PAGE 6

Innovation, technologie et compétences

L'innovation et les compétences au service de la primauté technologique



3^E PRIORITÉ · PAGE 7

Énergie, matières premières et transports

Alimenter les chaînes de production et d'approvisionnement européennes



4^E PRIORITÉ · PAGE 8

Financements privés et publics

Des financements au service de la croissance et de la sécurité



5^E PRIORITÉ · PAGE 9

Échanges commerciaux et partenariats

Des échanges commerciaux ouverts, une concurrence loyale et des partenariats de confiance

1. À MARCHÉ UNIQUE, RÉGLEMENTATION SIMPLE

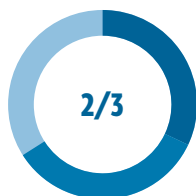
Simplifier la réglementation, se concentrer sur la mise en œuvre et supprimer les obstacles subsistants. Un marché unique digne de ce nom doit pouvoir fonctionner sans entrave dans tous les États membres.

MESURES À PRENDRE

- 1 Appliquer de manière stricte les principes d'amélioration de la réglementation de sorte à garantir que toute nouvelle initiative soit véritablement nécessaire, proportionnée et adaptée à sa finalité, et faire figurer la simplification au cœur de ces principes.
- 2 Rationaliser les règles existantes et en faciliter la mise en œuvre en réduisant considérablement leur charge complexe et cumulée, et veiller à leur application cohérente dans tous les États membres, en évitant la surréglementation.
- 3 Mettre en œuvre le mécanisme de contrôle de l'incidence sur la compétitivité, en procédant notamment à des analyses d'impact rigoureuses à toutes les étapes des processus législatifs, et donner la priorité à la compétitivité au moment de prendre des décisions.
- 4 Éliminer sans délai les obstacles réglementaires au marché unique en appliquant les principes contenus dans la feuille de route pour le marché unique.

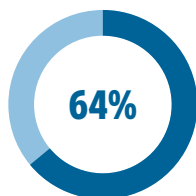
RÉGLEMENTATION ET MARCHÉ UNIQUE

Formalités administratives et fragmentation des règles: autant d'obstacles pour les entreprises

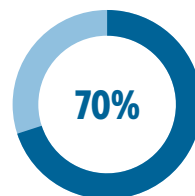


des entreprises de l'UE considèrent le cadre réglementaire comme un obstacle à l'investissement

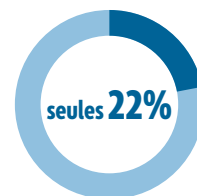
- 32% comme un obstacle majeur
- comme un obstacle mineur



des PME voient dans la charge réglementaire ou administrative un problème



des PME cantonnent encore leurs activités à leur marché national



des PME ayant des projets de croissance ont l'intention de se développer dans d'autres pays de l'UE

Principales difficultés des PME pour vendre dans d'autres pays de l'UE

en % des PME vendant dans d'autres pays de l'UE



Remarque: les PME vendant dans d'autres pays de l'UE pouvaient mentionner jusqu'à trois difficultés. Données collectées entre février et mars 2025.
Sources: Enquête 2024 de la BEI sur l'investissement; Eurobaromètre Flash n° 559 (2025).

2. L'INNOVATION ET LES COMPÉTENCES AU SERVICE DE LA PRIMAUTÉ TECHNOLOGIQUE

Investir dans des technologies stratégiques, renforcer les écosystèmes d'innovation et doter les Européens des compétences requises dans une économie en mutation rapide.

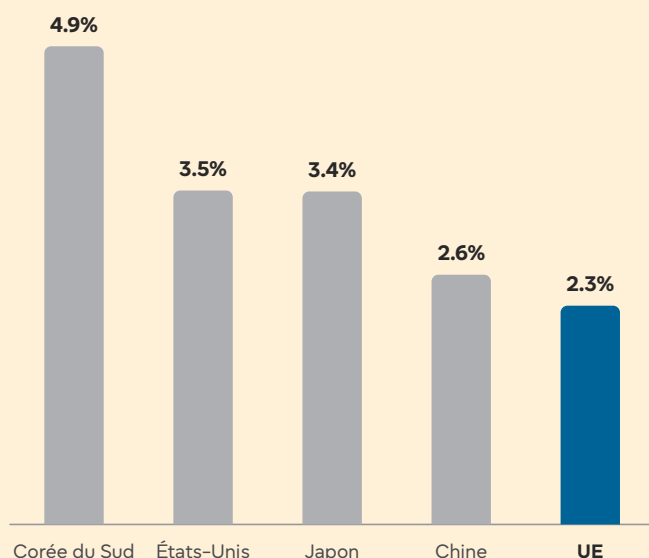
MESURES À PRENDRE

- 1 Accélérer les investissements aussi bien publics que privés dans la production, au sein de l'Union, de technologies et d'infrastructures numériques avancées, en particulier dans les domaines de l'intelligence artificielle, des technologies quantiques, de l'informatique en nuage et des réseaux à haut débit.
- 2 Renforcer les capacités européennes en matière de technologies de défense ainsi que la position de l'Europe dans les chaînes de valeur grâce à l'innovation, à la coopération au sein du marché unique et aux marchés publics.
- 3 Promouvoir la primauté de l'Europe dans le domaine des technologies propres et des solutions biotechnologiques, et aider les écosystèmes d'entreprises à intégrer les technologies propres et numériques dans l'ensemble du tissu industriel.
- 4 Investir dans les compétences et l'apprentissage tout au long de la vie afin de préparer les citoyens aux mutations technologiques et aux nouvelles formes de travail, tout en facilitant la mobilité des talents et de la main-d'œuvre au sein de l'Union comme avec les pays tiers.

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

L'UE investit moins dans la R&D que ses principaux concurrents

Dépenses de R&D en % du PIB, 2023



Remarque: les données sur l'IA concernent les entreprises de 10 salariés ou plus.
Sources: Banque mondiale (R&D); Eurostat (IA).

Entreprises recourant à l'IA dans l'UE, 2025
en % des entreprises

Ensemble des entreprises

20%

Petites

17%

Moyennes

30%

Grandes

55%

3. ALIMENTER LES CHAÎNES DE PRODUCTION ET D'APPROVISIONNEMENT EUROPÉENNES

Garantir une énergie propre et abordable ainsi que l'accès aux matières premières, et bâtir des infrastructures de transport et de logistique résilientes.

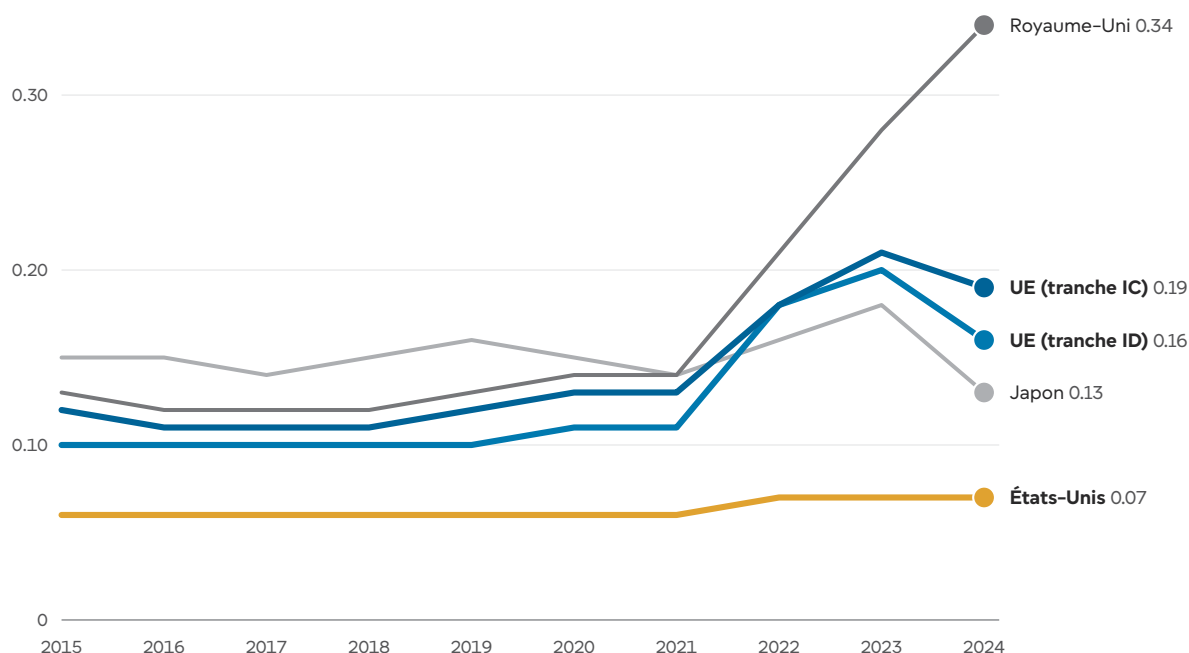
MESURES À PRENDRE

- 1 Accélérer les investissements dans un approvisionnement énergétique sûr, abordable et bas carbone — comprenant l'énergie nucléaire — et dans des réseaux énergétiques d'avenir tels que les réseaux électriques intelligents, le stockage de l'énergie et les infrastructures pour l'hydrogène.
- 2 Améliorer l'accès aux matières premières européennes et importées grâce à des procédures d'autorisation accélérées et à des partenariats diversifiés en matière de ressources, et bâtir un marché unique compétitif des matériaux recyclés et des produits durables.
- 3 Accélérer les investissements dans les infrastructures de transport pour favoriser une logistique sûre et efficace — tout au long des chaînes d'approvisionnement essentielles et de manière transversale, y compris en cas de crises multiples —, tout en éliminant les obstacles à la mobilité militaire.
- 4 Renforcer la résilience et la sécurité des infrastructures critiques face à la diversité des menaces et des risques.

PRIX DE L'ÉNERGIE

Les entreprises de l'UE paient leur électricité plus de deux fois plus cher que celles des États-Unis

Prix de l'électricité pour les entreprises, en EUR par kWh



Remarque: la tranche IC correspond aux consommateurs industriels de taille moyenne dont la consommation annuelle se situe entre 500 et 2 000 MWh. La tranche ID correspond quant à elle aux consommateurs industriels de grande taille dont la consommation annuelle se situe entre 2 000 et 20 000 MWh. Ces montants s'entendent hors taxes et prélèvements récupérables.

Source: Rapport annuel 2025 de la Commission européenne sur le marché unique et la compétitivité, d'après Eurostat, l'EIA américaine, le DESNZ britannique et l'AIE.

4. DES FINANCEMENTS AU SERVICE DE LA CROISSANCE ET DE LA SÉCURITÉ

Mobiliser des capitaux privés, parachever l'union de l'épargne et des investissements et utiliser les fonds publics de manière stratégique pour débloquer les investissements.

MESURES À PRENDRE

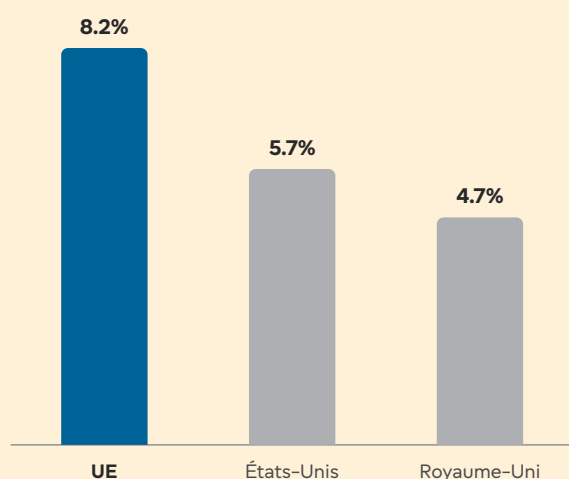
- 1 Parachever l'union de l'épargne et des investissements, ce qui passe notamment par une meilleure intégration du marché intérieur du secteur bancaire, en vue de mobiliser des capitaux privés diversifiés permettant d'investir dans les entreprises européennes, comme les start-up et les scale-up, et dans la transformation industrielle.
- 2 Recourir de manière stratégique aux finances publiques de l'Union et des États membres pour attirer des investissements privés dans les infrastructures énergétiques, numériques et de transport, les capacités industrielles de défense et les transitions propre et numérique.
- 3 Veiller au caractère sain et soutenable des finances publiques, de façon à susciter la confiance, maintenir la stabilité macroéconomique et conserver la marge de manœuvre budgétaire nécessaire aux investissements futurs et à la réaction aux crises.
- 4 Promouvoir une fiscalité compétitive, prévisible et cohérente à l'échelle internationale qui soutienne les entreprises, l'entrepreneuriat, les investissements et le travail, tout en évitant d'alourdir la charge fiscale qui pèse sur les entreprises européennes.

ÉPARGNE ET INVESTISSEMENTS

Les Européens épargnent plus, mais investissent beaucoup moins en capital-risque

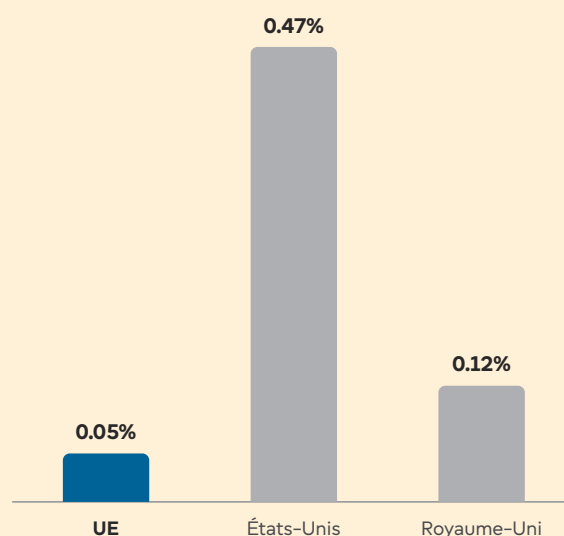
Épargne des ménages

en % du revenu disponible net des ménages, 2024



Investissements en capital-risque

en % du PIB, 2023



Sources: OCDE (épargne des ménages); Rapport annuel 2025 de la Commission européenne sur le marché unique et la compétitivité (capital-risque).



5. DES ÉCHANGES COMMERCIAUX OUVERTS, UNE CONCURRENCE LOYALE ET DES PARTENARIATS DE CONFIANCE

Développer et diversifier les partenariats, promouvoir une concurrence loyale et consolider la position de l'Europe sur la scène commerciale internationale.

MESURES À PRENDRE

- 1** Accélérer la conclusion, la ratification et la mise en œuvre des accords de commerce et d'investissement et ouvrir de nouvelles négociations en vue d'étendre et de diversifier les marchés, ainsi que de renforcer les chaînes d'approvisionnement et les partenariats bénéfiques.
- 2** Promouvoir des échanges commerciaux internationaux ouverts et fondés sur des règles, tout en renforçant le caractère dissuasif des mesures de défense commerciale visant à lutter contre la concurrence déloyale et à parer aux risques pour la sécurité économique.
- 3** Veiller à ce que les règles en vigueur sur le marché unique et leur mise en œuvre soient identiques pour les entreprises européennes et étrangères, en prêtant particulièrement attention aux ventes en ligne en provenance de pays tiers.
- 4** Faire progresser l'élargissement de l'Union d'une manière qui contribue à renforcer l'économie et la sécurité de l'Europe, en parfaite conformité avec l'acquis de l'Union.

COMMERCE

Une puissance commerciale mondiale aux prises avec des dépendances stratégiques

Moteur du commerce international



45

accords commerciaux avec 80 partenaires, permettant aux Européens d'économiser quelque 25 milliards d'EUR de droits de douane chaque année



80

pays ont l'UE pour principal partenaire commercial (contre un peu plus de 20 pour les États-Unis)



€220.5 milliards

d'excédent commercial, un record, pour les produits pharmaceutiques (2025)



€23 milliards

d'excédent commercial pour les produits de haute technologie (2024)



Leader mondial

de l'exportation de services, concentrant environ 25 % du commerce de services à l'échelle mondiale (2023)

Enjeux de sécurité économique



100%

de taux de dépendance aux importations pour plusieurs matières premières critiques utilisées dans les batteries, les équipements de défense et les technologies numériques et propres (2021)

Terres rares

Antimoine

Bore

Lithium

Magnésium

Niobium



Près de 60%

des besoins énergétiques de l'UE ont été couverts par des importations nettes (2024)



Importations

Remarque: pour les matières premières, la dépendance à l'égard des importations s'élève à 100 % pour les terres rares, l'antimoine et le bore extraits, ainsi que pour le lithium, le magnésium et le niobium transformés, entre autres.

Sources: Commission européenne (accords commerciaux, droits de douane, partenaires commerciaux); Access2Markets (services); Eurostat (produits pharmaceutiques, produits de haute technologie, énergie); EPRS (matières premières).

L'HEURE N'EST PLUS À LA MULTIPLICATION DES STRATÉGIES.

Le temps est venu d'agir et d'obtenir des résultats rapides, et de montrer ainsi que l'Europe est capable de traduire ses ambitions en actes.



**DANS LE MONDE ACTUEL,
LA COMPÉTITIVITÉ EST SYNONYME
DE PUISSANCE; LA RÉSILIENCE,
DE SÉCURITÉ; ET LA MISE EN
ŒUVRE, DE CRÉDIBILITÉ.**

L'Europe ne peut en aucun cas rester simple spectatrice.



**Comité économique
et social européen**

Groupe des employeurs

Le groupe des employeurs (groupe I) réunit des entrepreneurs et représentants d'associations d'entrepreneurs qui exercent leurs activités dans une vaste gamme de secteurs économiques, qui vont de l'industrie au commerce de détail et de l'agriculture aux services, représentant toutes les entreprises, depuis les PME jusqu'au très grandes sociétés. Nos membres évoluent dans le monde de l'entreprise et se font l'écho, au niveau européen, de la réalité quotidienne de toutes celles des États membre. Ils s'emploient résolument à mettre leur expérience au service de la poursuite du projet européen. Nous représentons au total plus de 20 millions d'entreprises au niveau européen. Nous faisons partie du Comité économique et social européen et avons donc un rôle consultatif officiel au sein de l'UE.

www.eesc.europa.eu/gr1



Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE
eesc.europa.eu



Printed by the EESC-CoR Printing and Distribution Unit, Belgium

EESC-2026-33-FR

© Union européenne, 2026

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction des photographies / illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur:

© Shutterstock.com/ Melinda Nagy

Print:

QE-01-26-029-FR-C

ISBN 978-92-830-7165-5

doi:10.2864/8853004

PDF:

QE-01-26-029-FR-N

ISBN 978-92-830-7164-8

doi:10.2864/4038861

 EESC Employers' Group

 EmployersEESC

 @employers_EESC

 EmployersEESC



Office des publications
de l'Union européenne



FR